

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Sommet-Rio-Developpement-Durable-sous-influence-des-lobbies.html>

Le sommet de Rio+20 sous mauvaise influence des lobbies ?

- Développement Durable en débat -



Date de mise en ligne : mardi 19 juin 2012

Reclaim the UN
from corporate capture

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

A la veille du Sommet des Nations unies qui se tiendra du 20 au 22 juin à Rio de Janeiro, les Amis de la Terre International alertent les dirigeants mondiaux sur le fait que les multinationales ont une influence excessive sur les négociations de Rio+20.

Alors que le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) participera aujourd'hui à Rio à la remise des [World Business and Development Awards](#), les Amis de la Terre publient un nouveau rapport exposant le poids croissant des grandes entreprises et des lobbies d'affaire au sein du système des Nations unies.

Selon Nnimmo Bassey, président des Amis de la Terre International : *« Il est inacceptable que des entreprises telles que Shell, qui provoquent des pollutions massives et violent les droits de l'Homme, soient aux commandes des processus de décision sur le développement durable. Ca nous mène tout droit à la catastrophe pour notre planète et pour les peuples. Les entreprises polluantes ne devraient pas aider à faire les lois, elles devraient y être soumises. »*

[Le rapport présente plusieurs cas qui démontrent clairement comment les politiques de l'ONU et de ses agences ont été largement influencées par le secteur des entreprises.](#) *« Le fait que l'ONU soit de plus en plus réceptive aux exigences et intérêts des entreprises la détourne de son véritable rôle qui est de s'attaquer aux causes profondes des problèmes environnementaux, sociaux et économiques. L'ONU et ce sommet de Rio+20 devraient écouter les demandes du sommet alternatif des peuples à Rio et prendre des mesures pour tenir les entreprises responsables des impacts négatifs de leurs activités »* poursuit Lucia Ortiz, coordinatrice internationale du programme Justice économique aux Amis de la Terre International.

D'après ce nouveau rapport, les positions des gouvernements nationaux dans les négociations multilatérales sont de plus en plus influencées par le monde des affaires : des représentants des milieux d'affaire dominant certains espaces de discussion et certains corps des Nations unies ; des groupes d'entreprises se voient accorder des rôles de conseil privilégiés ; il n'est pas rare que des fonctionnaires des Nations unies soient issus de hautes fonctions dans le secteur privé ou les occupent suite à leur départ de l'ONU ; et surtout, les agences des Nations unies sont de plus en plus dépendantes financièrement du secteur privé.

Le nouveau rapport montre également que l'ONU a travaillé en étroite collaboration avec de grandes entreprises et a ainsi développé et promu le concept d' « économie verte », consistant à vendre la nature et les populations et à verdir un système économique injuste et insoutenable au détriment du développement durable [1].

Environ 400 organisations de la société civile représentant des millions de personnes de par le monde ont signé une déclaration - initiée par les Amis de la Terre International et neuf autres organisations - dénonçant la domination de l'ONU par les entreprises [2]

« Les nombreux exemples de l'influence des entreprises sont préjudiciables à la qualité du travail réalisé par de nombreux organismes et fonctionnaires des Nations unies à travers le monde pour la protection et l'autonomisation des populations. Permettre que cela se produise revient à faire courir un risque à la crédibilité et à l'intégrité de l'ONU et de ses Etats membres. Au final, ces pratiques menacent de saper la mission de l'ensemble du système des Nations unies. C'est pourquoi elles doivent être arrêtées », conclut Juliette Renaud, chargée de campagne Finance privée au sein des Amis de la Terre France.

CE QUE DEMONTRENT LES ETUDES DE CAS DE CE RAPPORT :

- ▶ L'initiative « *Energie durable pour tous* » a été décidée par un groupe restreint dominé par des représentants d'entreprises multinationales et du lobby des hydrocarbures, pratiquement sans aucune intervention ou consultation avec la société civile mondiale. Les Amis de la Terre International pensent que cette initiative ne remplira pas son objectif déclaré de doubler la part des énergies renouvelables.

- ▶ La prise en charge de la politique agricole et alimentaire semble être compromise par l'influence des entreprises au sein du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Celui-ci fait la promotion de technologies mettant en danger les droits des peuples et l'accès à l'alimentation.

- ▶ La Convention sur la diversité biologique (CDB) est de plus en plus pilotée par les acteurs du monde de l'entreprise intéressés par la financiarisation de la nature et non par la volonté de conservation de la biodiversité.

- ▶ Les intérêts du secteur privé sont dans la recherche perpétuelle de moyens pour transformer l'eau en produit négociable tout en privant les populations de leur droit universel à l'eau et mettant en danger l'assainissement et l'accès à l'eau pour des millions de personnes dans le monde.

- ▶ Le Pacte Mondial des Nations Unies permet aux entreprises d'améliorer leur image de marque en utilisant le drapeau des Nations Unies dans leur propre intérêt, et échoue encore à apporter des améliorations réelles dans le comportement des entreprises.

- ▶ L'ONU a travaillé en étroite collaboration avec de grosses entreprises dans le développement et la promotion du concept d' « économie verte » consistant à vendre la nature et les populations et à verdir un système économique injuste et insoutenable au détriment du développement durable.

[1] Les Amis de la Terre France ont lancé le 5 juin la campagne « La nature n'est pas à vendre ! » contre la mainmise de la finance sur la nature. Pour plus d'informations, consulter : www.amisdelaterre.org/economieverte.

[2] Pour plus d'information sur cette déclaration et ses signataires : <http://www.foei.org/end-un-corporate-capture>.